



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Motorisation des portes de garde et vantelles du
canal du Rhône au Rhin**

N° du CCAP : CCAP_2551I0004

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Motorisation des portes de garde et vanteles du canal du Rhône au Rhin
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	7
6.2 - Délai d'exécution des tranches.....	7
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Modalités de variation des prix	8
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	8
8 - Garanties Financières	8
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
10 - Modalités de règlement des comptes.....	9
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement	10
10.4 - Paiement des cotraitants	10
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	11
11.2 - Implantation des ouvrages	11
11.2.1 - Piquetage général.....	11
11.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	11
11.3 - Préparation et coordination des travaux	12
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
11.3.3 - Plan d'assurance qualité.....	13
11.3.4 - Plan du Respect de l'Environnement (PRE).....	13
11.3.5 - Registre de chantier	14
11.4 - Etudes d'exécution	14
11.5 - Installation et organisation du chantier.....	15
11.5.1 - Installation de chantier.....	15
11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	15
11.5.3 - Signalisation de chantier.....	15
11.5.4 - Application de réglementations spécifiques	15
11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	15
11.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	15
11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15
11.6.3 - Documents à fournir après exécution	16

12 - Développement durable.....	16
13 - Réception.....	16
13.1 - Réception des travaux.....	16
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
13.1.2 - Epreuves concluantes	17
13.1.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	17
14 - Garantie des prestations.....	17
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
16 - Pénalités.....	17
16.1 - Pénalités de retard.....	17
16.2 - Autres pénalités spécifiques	17
17 - Assurances.....	19
17.1 - Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	19
17.2 Assurances de garantie biennale :	19
18 - Clause de réexamen.....	19
19 - Résiliation du contrat.....	20
19.1 - Conditions de résiliation.....	20
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
20 - Règlement des litiges et langues.....	20
21 - Titulaire étranger	21
22 - Règles applicables en cas de circonstances exceptionnelles, titulaire défaillant.....	21
23 - Dérogations.....	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Motorisation des portes de garde et vannes du canal du Rhône au Rhin

Dans le cadre du chantier de modernisation de la gestion hydraulique du canal du Rhône au Rhin, il est nécessaire de procéder à la motorisation des portes de garde 50b et 30b et des portes amont de l'écluse de garde 33b du canal du Rhône au Rhin ainsi qu'à la motorisation et l'automatisation des vannes de ces portes.

Lieu(x) d'exécution :

Canal du Rhône au Rhin

1. porte de garde 30b de Rang (pk 134,188) - GPS : 47.425104, 6.550519 ;
2. porte amont de l'écluse de garde 33b prise d'eau de Branne (Chaux-lès-Clerval) (pk 125,368) - GPS : 47.384180, 6.502053 ;
3. porte de garde 50b de Rivotte (pk 073,620) - GPS : 47.231480, 6.035878.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Porte de garde 50b de Rivotte
TO001	Porte de garde 30b de Rang
TO002	Porte amont de l'écluse de garde 33b prise d'eau de Branne (Chaux-lès-Clerval)

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 4 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les normes, les guides et avis techniques en vigueur et applicables aux matériaux et travaux objets du présent marché ;
- les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un ouvrage de génie civil (ouvrages d'art, ouvrages industriels) ;

- les rapports de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb ;
- la réglementation en vigueur concernant les travaux sur des matériaux contenant du plomb ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux notamment ses fascicules n°2 (Terrassements Généraux), n°56 (Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion), n°63 (Confection et mise en œuvre des bétons non armés – Confection des mortiers, Travaux de maçonnerie d'ouvrages de génie civil), n°64 (Travaux de maçonnerie d'ouvrages de génie civil), n°65 (Exécution des ouvrages de génie civil en béton) ;
- le mémoire technique ;
- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- le Plan du Respect de l'Environnement (PRE).

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-travaux, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement, les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

La durée globale du marché prévue pour l'exécution des prestations de l'ensemble des tranches est de 3 ans à compter de la date de notification du contrat.

6.2 - Délai d'exécution des tranches

Pour chacune des tranches (ferme et optionnelles), le délai d'exécution des travaux est de 30 jours à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche considérée.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Porte de garde 30b de Rang	30 mois
TO002 : Porte amont de l'écluse de garde 33b prise d'eau de Branne (Chaux-lès-Clerval)	30 mois

A titre d'information, il est envisagé la réalisation d'une tranche par an à compter de 2026.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 9 du CCAG :

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement notamment ce qui concerne les travaux en présence de matériaux contenant du plomb ;
- des dépenses liées aux mesures concernant le plan d'assurance qualité et la protection de l'environnement (PAQ et PRE) ;
- que les annulations ou interruptions des postes de travail pour risque d'intempéries et crue ne feront l'objet d'aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur. La décision d'annuler ou non le poste de travail pour risque d'intempéries et crue sera prise contradictoirement entre le pouvoir adjudicateur et l'entreprise après avoir pris connaissance lors d'un contact avant chantier chaque jour à 16 heures du bulletin de prévision météorologique édité par Météo France (station météo la plus proche du secteur concerné) ou par vigicrue, la prise de décision finale restant au pouvoir adjudicateur.

Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des lieux, des travaux et des conditions d'exécution du marché ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution des prestations. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant démarrage de l'exécution des prestations sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

7.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 (07/2025). Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% [(0.4 \text{ TP01 (n-3) / TP01 (o)}) + (0.35 \text{ 010763926 (n-3) / 010763926 (o)}) + (0.25 \text{ BT47 (n-3) / BT47 (o)})]$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
010763926	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.11 – Moteurs, génératrices et transformateurs électriques
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais.

Il n'y aura aucune indemnité d'attente ou de dédit d'aucune sorte.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, aucune acceptation tacite du DGD ne pourra être prononcée.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Les références du contrat et le numéro de l'engagement juridique du marché ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100075
- Code service : 00051
- Numéro d'engagement juridique : sera communiquée dès notification

Une copie de la facture devra obligatoirement être adressée par mail à ingenierie.dtrs@vnf.fr pour validation avant dépôt sur chorus. Toute facture déposée sur chorus sans validation préalable pourra être rejetée.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

1. porte de garde 30b de Rang (pk 134,188) - GPS : 47.425104, 6.550519 ;
2. porte amont de l'écluse de garde 33b prise d'eau de Branne (Chaux-lès-Clerval) (pk 125,368) - GPS : 47.384180, 6.502053 ;
3. porte de garde 50b de Rivotte (pk 073,620) - GPS : 47.231480, 6.035878.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage pourra procéder à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

C'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

A défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification. Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les matériaux utilisés dans le cadre de l'exécution des travaux seront tous soumis à visa préalable du maître d'œuvre. Aucune prestation faisant l'objet d'utilisation de matériaux n'ayant pas reçu un visa préalable ne sera rémunérée et le remplacement de ces matériaux pourra être réalisée au frais exclusif du titulaire du lot concerné.

11.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

11.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

11.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

11.3 - Préparation et coordination des travaux

11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux il est fixé, pour chacune des tranches, une période de préparation, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution de la tranche et dont la durée est de 2 mois à compter de la notification du marché pour la tranche ferme et de la notification de la décision d'affermissement pour les tranches optionnelles.

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, sont établis et présentés au visa du maître d'œuvre, au plus tard 30 jours avant la fin de la période de préparation :

- le programme d'exécution des travaux et études ;
- les études et procédures d'exécution, les notes de calculs et plans d'exécution, les fiches techniques produits et demandes d'agrément des fournitures ;
- l'effectif prévisionnel affecté au chantier ;
- le projet des installations de chantier (PIC), les plans de circulation chantier ;
- le planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- le Plan d'assurance qualité (PAQ) ;
- le Plan du Respect de l'Environnement (PRE) ;
- les documents requis pour travaux à proximité de réseaux (DICT).

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et, le cas échéant, des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire, a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité.

Il intégrera la problématique des travaux de sciage, perçage, boulonnage, soudure, etc... sur les parties d'ouvrage contenant de la peinture au plomb ainsi que la dépose et mise en décharge des éléments contenant de la peinture au plomb (manivelles, supports, boîtiers de fermeture vantes,).

Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera notamment les dispositions suivantes :

- la présentation des acteurs (titulaire, co-traitants, sous-traitants, fournisseurs et prestataires) en charge du suivi de la qualité et du PAQ, leurs rôles et la modalité de gestion de leurs interfaces le cas échéant ;
- s'il y a lieu, les plans qualité des co-traitants et sous-traitants, avec mention des articulations entre ces plans et avec le PAQ du titulaire
 - la présentation de l'organisation des responsabilités et des moyens : organigramme de l'équipe responsable des travaux avec identification des responsabilités, organisation et affectation des principales tâches, principaux moyens matériels et d'approvisionnements ;
 - les modalités d'organisation du contrôle intérieur (cadre d'organisation, plan de contrôle intérieur définissant les différents contrôles et, pour chacun, les exigences, les références aux spécifications d'exécution, la méthode de contrôle, de suivi ou d'essai, la définition de la zone de contrôle, la fréquence du contrôle, du suivi ou des essais, les critères d'acceptation, la documentation associée, les responsables du contrôle et des suites à donner à ce contrôle, l'implication, s'il y a lieu, de tierces parties dans le contrôle) ;
- la liste des points d'arrêt et points critiques, avec mention des délais et des documents de contrôle associés, modalités de levée des points d'arrêts ;
- l'organisation pour la maîtrise (détection et traitement) des non-conformités, et le suivi des actions curatives et correctives, selon le niveau de gravité de l'écart constaté ;
- les études et les procédures d'exécution, nécessaires à la réalisation des ouvrages provisoires et définitifs, et leur calendrier prévisionnel de production (échancier d'envoi et dates prévisionnelles pour l'obtention du visa du maître d'œuvre
- les méthodes et normes à respecter pour la bonne conduite du projet
- les journaux de chantier.

11.3.4 – Plan du Respect de l'Environnement (PRE)

Pour répondre à la problématique de respect de l'environnement sur le chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un Plan du Respect de l'Environnement (PRE).

Il intégrera la problématique des travaux de sciage, perçage, boulonnage, soudure, etc... sur les parties d'ouvrage contenant de la peinture au plomb ainsi que la dépose et mise en décharge des éléments contenant de la peinture au plomb (manivelles, supports, boîtiers de fermeture vantes,).

Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera notamment les dispositions suivantes :

1. une note d'organisation générale environnement comprenant :
 - une analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître d'ouvrage ;
 - la nature et la situation des tâches concernées par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et risques potentiels au regard de l'environnement en lien avec ces tâches ;
 - les modalités de surveillance et contrôle de ces tâches (la liste des éventuels points d'arrêt et points critiques en matière environnementale et les modalités associées, ainsi que le programme de contrôle environnemental).
 - l'organisation mise en place, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE ;
2. les dispositifs et les procédures environnementales prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux des différentes tâches et assurer la conformité de l'exécution des ouvrages à la réglementation et aux exigences spécifiées par le maître d'ouvrage :
 - procédures d'exécution liées à la prise en compte des exigences environnementales,
 - procédures relatives au traitement des non-conformités en matière environnementale, susceptibles de se produire lors de l'exécution des travaux,
 - procédures de traitement de pollution accidentelle, et procédures en cas d'interventions extérieures et en cas d'urgence ;
3. la description des moyens d'information à l'attention du personnel du titulaire, des sous-traitants et fournisseurs, sur les dispositions prévues au PRE ;
4. les cadres de documents de surveillance et contrôles en matière environnementale.

En outre, le PRE du titulaire comprend les modalités de respect des exigences environnementales (dont déchets) par ses sous-traitants et fournisseurs, et leur engagement vis-à-vis des dispositions prévues.

Le PRE traitera également des dispositions relatives à la gestion des déchets, que le titulaire s'engage à mettre en œuvre en conformité avec les dispositions du code de l'environnement (obligation de prévention, de réduction et de valorisation des déchets de chantier issus des travaux publics).

La composante déchets du PRE doit comporter :

1. la liste, structurée par classe, et l'évaluation quantitative des déchets à gérer, par type de travaux ;
2. les méthodes et moyens utilisés pour trier les différents déchets à gérer et assurer leur non-mélange ;
3. la localisation, la description des dépôts, centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à gérer ;
4. les modalités et moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité de gestion des déchets ;
5. les modalités d'information du maître d'œuvre, lors de l'exécution des travaux, relativement à la nature des déchets, aux quantités et aux dates et lieux d'évacuation ;
6. l'organisation mise en place (moyens matériels et humains) avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application de la procédure de gestion des déchets ;
7. les cadres des documents de suivi et traçabilité des déchets (dont bordereaux de suivi et registres) ;

11.3.5 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

11.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les documents seront transmis sous forme électronique aux adresses fournies par le Maître d'ouvrage au démarrage de la période de préparation. Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, doc, xls, pdf pour les autres. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré sa proposition.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

11.5 - Installation et organisation du chantier

11.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :
évacuation immédiate

11.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.5.4 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables : réglementation relative au domaine public fluvial.

11.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire devra assurer le nettoyage complet et soigné ainsi que l'évacuation de ses déchets au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. En cas de manquement, le montant des dépenses engagées en lieu et place du titulaire au titre du nettoyage et/ou de l'évacuation de déchets sera déduit en fin de chantier sur le décompte général du titulaire.

11.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

11.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, doc, xls, pdf pour les autres. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

VNF s'est engagée dans une politique environnementale : le titulaire s'engage à faire sienne cette démarche dans le cadre des prestations qui lui sont confiées en respectant la réglementation en vigueur, en limitant l'impact des travaux et en prévenant toute pollution.

Les conditions d'exécution particulières permettant de répondre à cette exigence sont détaillées les CCTP.

En application de l'article 20.2.1 du CCAG travaux 2021, le titulaire s'engage à exécuter le marché en respectant les obligations environnementales, notamment en matière de pollution conformément aux dispositions des CCTP des lots 1 et 2 applicables aux prestations du présent marché.

En application de l'article 20.2.2 du CCAG travaux 2021, le titulaire s'assurera du respect de ces obligations environnementales fixées dans le cadre du marché. Consultation n°: M2551I0011 Page 13 sur 17

Par dérogation à l'article 20.2.3 du CCAG travaux 2021, en cas de pollution volontaire ou involontaire résultant du fait du titulaire, de ses sous-traitants ou de toute personne sous son autorité dans le cadre du marché, le titulaire procédera à toutes les opérations de dépollution nécessaires et, le cas échéant, prendra à sa charge l'intégralité des frais de dépollution".

Les pièces du marché (CCAP et CCTP) et les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental.

- mise en place un PRE avec une composante déchets pour répondre aux exigences de prévention de toute pollution du milieu naturel à proximité du canal du Rhône au Rhin et de la réglementation en terme de protection de l'environnement ;
- aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site ;
- **des pénalités seront appliquées en cas de non-respect de la gestion des déchets sur chantier** et des dispositions relatives à la protection de l'environnement.

13 - Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

Une réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque tranche dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG, dans le cas où la date d'achèvement des travaux n'a pas été arrêtée, la décision d'achèvement de travaux n'est pas notifiée dans un délai de trente jours mais doit être prévue.

13.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13.1.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :
Garantie de 2 ans minimum sur les moteurs.

Protection anticorrosion : application de l'article 1.5 du fascicule 56 du CCTG

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 0,2/100 du montant TTC de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	100,00 €	En cas d'absence constatée et non expressément justifiée aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité constaté, les entreprises se verront appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par manquement constaté
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité constaté, les entreprises se verront appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par manquement constaté

Pénalité pour retard dans la levée des réserves	Journalière	0.2%	En cas de retard dans l'exécution des opérations et travaux dans les délais impartis par la décision de réception avec réserves du maître d'ouvrage, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 0,2/100 du montant TTC de la tranche considérée par jour de retard.
Pénalité pour non remise en état des lieux	Journalière	0,2%	Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de l'acheteur. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de l'acheteur dans les délais impartis après exécution des prestations, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 0,2/100 du montant TTC de la tranche considérée par jour de retard.
Pénalité pour non-respect de la gestion des déchets sur chantier et des dispositions relatives à la protection de l'environnement	forfaitaire	500 €	En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets sur le chantier, les entreprises se verront appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par manquement constaté.
Pénalités de retard dans la remise documents	Journalière	0,2%	En cas de retard dans la remise des documents SPS, des plans et tout autre document à fournir dans les délais prévus par le CCAP et le CCTP (y compris documents à fournir pour le DOE), le titulaire subit une pénalité de 0,2/100 du montant TTC de la tranche considérée par jour de retard.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions prévues aux articles 8.1.1 et 8.1.2 du CCAG-Travaux.

17.1 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Du fait de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

17.2 Assurances de garantie biennale :

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil, le cas échéant.

17.4 Dispositions communes :

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- prestations supplémentaires nécessaires à la réalisation de l'opération objet du marché ;

- modification de la durée globale du marché et/ou du délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle et/ou des délais d'exécution des tranches ;

- modification du montant du marché : le montant des prestations supplémentaires ou modifiées sera justifié sur la base des décompositions et sous-détails de prix utilisés pour la détermination des prix initiaux du marché ainsi que par la description des prestations supplémentaires.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Titulaire étranger

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour

l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail ».

22 - Règles applicables en cas de circonstances exceptionnelles, titulaire défaillant

Conformément à l'Article L2711-8 du CCP, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un bon de commande ou d'un contrat, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, L'acheteur peut conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire ceux de ses besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution ne peut être effectuée aux frais et risques du titulaire initial. Aussi et seulement dans cette hypothèse le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier sa commande à un tiers en cas d'empêchement du titulaire et dans le cadre de travaux urgent ne pouvant souffrir aucun retard d'exécution compte tenu de la localisation, des contraintes techniques liées aux travaux sur berges. (a voir). Dans cette hypothèse si le titulaire justifie de cet empêchement des pénalités de livraison ne seraient lui être imputées.

23 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG – Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 du CCAG – Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge aux articles 18.1.1 et 28.2.2 2^{ième} et 3^{ième} alinéas du CCAG – Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20.2.3 du CCAG – Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge aux articles 41.1.2 ; 41.1.3 et 41.3 du CCAG – Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG – Travaux
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG – Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2 du CCAG – Travaux
- L'article 17.4 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG – Travaux
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux